



EXTRAIT DU REGISTRE DES
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE d'USSAC

Nombre de membres :

Afférents au conseil Municipal : 27

En exercice : 27

Qui ont pris part à la délibération : 27

Dont pouvoir(s) : 2

Date de la convocation : 16/09/2026

Date de publicité de la convocation :

16/09/2026

DÉLIBÉRATION N°MA-DEL-2026-070

L'an **deux mil vingt six, le vingt deux septembre**, à **18h30**, le conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, salle du conseil municipal, sous la présidence de **M. Patrick CHANOURDIE**.

Étaient présents : M. Patrick CHANOURDIE, Mme Corinne BOUSQUET, M. Alain GENESTE, Mme Monique MAS, M. Jacques LACOMBE, Mme Cindy REYNIER, M. Michel LACHAMBRE, M. Philippe CUYNET, Mme Brigitte LONGY, Mme Hélène STEPHANO, M. Francis TEYSSANDIER, M. Thierry COUTURIER, M. Michel ROUHAUD, M. Gérard FEYDEL, Mme Laurence RAFFAILLAC, Mme Valérie PLANADE, Mme Karine NICOLAU-OLIVER, Mme Aurélie VAUZOU, M. Julien ROBIN, M. Pierre-Clément BRUNET, Mme Joëlle GOULMY, M. Pascal CASTELLI, Mme Catherine LÉVÈQUE-CHEVREUIL, M. Jean-Philippe BOSSELUT, M. Vincent DUROT.

Étaient absents excusés : Mme Annabelle DHONDT, M. Philippe BATISTA.

Procurations : Mme Annabelle DHONDT en faveur de Mme Corinne BOUSQUET, M. Philippe BATISTA en faveur de Mme Catherine LÉVÈQUE-CHEVREUIL.

Mme Karine NICOLAU-OLIVER est nommée secrétaire de séance, conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales.

OBJET : approbation de la convention d'occupation d'une propriété privée pour l'implantation d'un bassin de dispersion des eaux pluviales issues du ruissellement de la route départementale n° 920 en agglomération

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code civil,

Considérant que dans le cadre de sa compétence en matière de gestion des eaux pluviales, la commune a réalisé un réseau d'évacuation des eaux pluviales le long de la route départementale 920, dans sa partie située en agglomération au lieudit Saint-Antoine-les-Plantades,

Considérant que les contraintes techniques et topographiques du site ont nécessité l'implantation d'un bassin de dispersion des eaux pluviales, ainsi que de ses ouvrages accessoires, sur une parcelle privée cadastrée section BN n° 69, appartenant à monsieur René-Pierre NEYCENSAS,

Considérant que le propriétaire ci-dessus désigné a accepté de mettre à disposition de la commune une emprise foncière d'une superficie approximative de 100 m², selon les modalités définies dans le projet de convention annexé à la présente délibération,



Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- approuve la convention d'occupation de propriété privée à conclure avec monsieur René-Pierre NEYCENSAS, relative à l'implantation, au maintien et à l'entretien d'un bassin de dispersion des eaux pluviales de ruissellement issues de la route départementale n° 920, sur la parcelle cadastrée section BN n° 69, telle qu'annexée à la présente délibération ;
- autorise l'occupation, par la commune, des emprises nécessaires à l'implantation et au fonctionnement de l'ouvrage à titre gratuit ;
- précise que cette convention est consentie pour toute la durée de vie de l'ouvrage, sauf dans les cas de résiliation prévus par ses stipulations ;
- autorise le maire à signer ladite convention et ses éventuels avenants, ainsi que tout document nécessaire à son exécution ;
- dit que les dépenses relatives à la réalisation, à l'exploitation, à l'entretien et, le cas échéant, à la remise en état de l'ouvrage seront imputées sur les crédits inscrits au budget de la commune.

VOTANTS : 27
POUR : 27
CONTRE : 0
ABSTENTION(S) : 0

DÉLIBÉRATION N°MA-DEL-2026-070

Certifiée exécutoire après transmission à la sous-préfecture de Brive-la-Gaillarde et publication sous forme électronique sur le site internet de la commune le 24/09/2026



Pour extrait certifié conforme,
le maire,

Patrick CHANOURDIE

En application des dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du Code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Limoges, dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur dans un délai de deux mois à compter de cette publication. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux, qui doit alors être introduit dans un délai de deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme des deux mois vaut décision implicite de rejet).



Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte :

approbation de la convention d'occupation d'une propriété privée pour l'implantation d'un bassin de dispersion des eaux pluviales issues du ruissellement de la RD 920 en agglomération

Date de transmission de l'acte : 24/09/2026

Date de réception de l'accusé de réception : 24/09/2026

Numéro de l'acte : MA-DEL-2026070 ([voir l'acte associé](#))

Identifiant unique de l'acte : 019-211927405-20260922-MA-DEL-2026070-DE

Date de décision : 22/09/2026

Acte transmis par : Christine BORDAS

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 8. Domaines de compétences par thèmes
8.3. Voirie



